



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

26-11-2015

Plus que jamais, imposons une autre politique

L'état d'urgence a été prolongé de 3 mois avec l'accord unanime de tous les groupes parlementaires. Hollande endosse les habits de « chef de guerre », Juppé appelle à soutenir le président et le gouvernement, Sarkozy appelle à toujours plus de sécurité et le FN se réjouit : *« ce que nous avons proposé, Hollande l'a adopté »*. Le FN ne cesse de grimper dans les sondages. Le Front de gauche déçoit ceux qui pensaient qu'il pouvait incarner une « alternative », il s'enfonce dans sa dépendance vis-à-vis du PS. Les médias capitalistes d'État ou privés surenchérissent sur l'émotion et relaient la double réponse de Hollande : toujours plus de guerres, toujours moins de libertés démocratiques. Leur « Union nationale » c'est l'entente des partis de droite, de « gauche et du FN. Pour servir la politique de la classe dominante capitaliste.

Cela signifie mettre une chape sur les intérêts propres de la classe ouvrière et des travailleurs, pour renforcer les profits des monopoles mais les intérêts populaires des exploités ne correspondent en aucun cas à ceux de leurs exploités.

Dns son communiqué du 15 novembre, notre Parti appelait à rejeter le piège de l'Union sacrée, à imposer une politique de paix et de défense des libertés démocratiques. A Toulouse, 16 000 personnes ont manifesté leur opposition à la guerre et à la démocratie. A Paris, une manifestation de défense des droits des réfugiés s'est rendue à la Bastille en dénonçant l'état d'urgence. 58 manifestants ont été interpellés et sont menacés de poursuite en justice pour « participation à une manifestation interdite dans le cadre de l'état d'urgence » !

Le CCN de la CGT déclare *« pas plus qu'il n'y a de trêves dans les attaques contre le monde du travail, il n'y aura pas de trêves dans l'action syndicale »*. La CGT Chimie, au-delà du climat belliciste imposé par les médias, affirme avec force : *« La guerre que subissent au quotidien des populations civiles d'autres pays (...) vient de frapper des hommes et des femmes sur le territoire français »* et poursuit : *« Hollande et le Parti socialiste oeuvrent déjà pour poursuivre leurs stratégies électorales en appelant à l'unité nationale pensant faire oublier le fiasco de leur politique intérieure par une politique guerrière externe masquant les causes de cette situation »*.

Ces prises de position reflètent la colère de beaucoup de travailleurs.

Combattre la guerre

Paris, Bamako, Tunis, Beyrouth autant de villes frappées par les attentats terroristes de Daesh ou d'Al Qaïda. Hollande répond à cette menace par le renforcement de la politique de guerre en Syrie, Irak, Afrique, par des mesures d'exception qui restreignent drastiquement les droits démocratiques qui ont été conquis par les luttes et sont toujours dans la visée du capital. **Seules les multinationales ont intérêt à cette politique belliciste et antidémocratique parce qu'elles visent à conquérir des marchés énergétiques, gaziers, miniers ... conquête qui ne peut résulter que des guerres pour un nouveau repartage du Moyen-Orient au prix d'un nombre croissant de victimes et de réfugiés.**

Hollande tente de forger une « grande coalition » avec les Etats-Unis et la Russie. Mais pour détruire l'EI et les autres groupes terroristes comme Al Nosra/Al Qaïda (non visés par la France), les bombardements ne suffiront pas ... et les Etats-Unis et la France de pousser les armées de la région à l'intervention terrestre. La stratégie continue de Hollande étant d'œuvrer au renversement d'Assad.

Pendant ce temps, la Turquie d'Erdogan poursuit son jeu double et abat un avion russe. **C'est oublier précisément que les pays impérialistes (Etats-Unis, France, Grande-Bretagne) et les puissances régionales : monarchies pétrolières, Turquie, Israël en se fixant l'objectif de faire éclater l'Irak, la Libye, la Syrie, sont à l'origine du développement et du renforcement de groupes terroristes comme Daesh ou Al Qaïda dont Fabius affirmait qu'« il se battait bien contre le régime d'Assad ».**

Une fois de plus, ce sont les incendiaires qui sont appelés à jouer les pompiers ! Corollaire de toute politique de guerre, le capital -pour casser toute remise en cause de sa politique et pour mater une opposition frontale et massive aux guerres impérialistes- s'engage dans la restriction des droits et libertés démocratiques. L'état d'urgence et les mesures d'exception permettent la concentration des pouvoirs dans les mains du président et d'un exécutif resserré, c'est-à-dire de commis zélés des monopoles.

Notre Parti dénonçait la loi sécurité comme liberticide ... et inefficace puisque les terroristes contournent la surveillance généralisée des communications. Hollande va pourtant encore plus loin avec la réforme constitutionnelle pour généraliser les mesures d'exception d'une Constitution déjà très réactionnaire.

Des voix se font entendre pour dénoncer les interventions militaires de la France. C'est bien mais il faut aller plus loin. La politique étrangère de la France est indissociable de sa politique intérieure, économique et sociale qui est celle du pouvoir du capital. L'insécurité sociale nourrit l'insécurité et les menaces sur la population.

Imposer par nos luttes une autre politique !

L'expérience montre la responsabilité première du capitalisme et de ses défenseurs (PS, Les Républicains, FN) dans l'impasse dramatique à laquelle nous sommes confrontés. L'Union nationale c'est la continuité de cette même politique. **Notre Parti se prononce pour un changement profond de politique qui ne peut être impulsé que par un large rassemblement populaire de luttes contre la politique du capital.**

La lutte pour la paix doit être au cœur de l'action de notre pays au Moyen-Orient. Notre Parti se prononce pour le retrait des troupes françaises du Moyen-Orient et d'Afrique. La France doit rompre avec sa politique d'ingérence dans les affaires intérieures des autres pays. La souveraineté nationale implique que chaque peuple choisisse librement sa propre voie de développement.

En Syrie, la France doit cesser de financer et d'armer les groupes terroristes du type Al-Nosra (Al Qaïda).

Les monarchies pétrolières, la Turquie ont financé ou commercent avec l'Etat islamique. La France de Hollande ne cesse, en véritable marchand de canons, de courtiser ces régimes. La France doit mettre un terme à cette politique et exiger des sanctions contre ces Etats.

3 000 Français sont partis combattre en Syrie. Comment un tel flot a-t-il pu se produire ? Qui finançait leur voyage ? En réalité n'étaient-ils pas les auxiliaires de la politique de Hollande-Fabius visant à renverser Assad par tous les moyens ?

Les travailleurs doivent leur combat pour les droits sociaux. Le capital poursuit son offensive pour faire baisser le « coût » du travail en bénéficiant du pillage de l'argent public (275 milliards d'aides aux entreprises, 40 milliards du Pacte). Il faut rejeter toute Union sacrée avec le capital qui nous exploite et obliger par nos grèves le MEDEF à des reculs.

Le 2 décembre, notre Parti appelle à participer à un large rassemblement pour défendre les « 5 d'Air France » traduits devant les tribunaux, pour exiger haut et fort l'arrêt des poursuites et leur réintégration, pour dire NON aux 2 900 licenciements.

Les élections régionales sont mises au second plan selon les intérêts des partis du capital (PS, Républicains, FN) pour camoufler ainsi leur consensus profond et masquer la régression sociale en marche. Pourtant, l'enjeu de classe y est fondamental. Il faut donner un contenu combatif à votre mécontentement, forger une alternative à la politique de guerre, antidémocratique et antisociale du gouvernement et des tenants de l'Union nationale.

**Dites que vous voulez que ça change, en finir avec cette politique,
Les 6 et 13 décembre mettez un bulletin de vote « Communistes » dans l'urne**

Plus que jamais imposons une autre politique